



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article729>

Urgent : Le Premier ministre Ould Ahmed Waghf placé en résidence surveillée à Moudjeria



- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Articles et dépêches -
Date de mise en ligne : vendredi 22 août 2008

Union des Forces de Progrès

Yahya Ould Ahmed Waghf, le Premier ministre du Gouvernement renversé le 6 août par coup d'Etat militaire, arrêté le 21 août aux abords de Nouadhibou, a été acheminé la matinée du 22 août, à Moudjeria, le village d'où il est originaire. A Moudjeria, Ould El Waghf va être jusqu'à nouvel ordre, maintenu en résidence surveillée, apprend-on de sources bien informées.

Moudjeria, est une moughataa du Tagant située à plus de 400 Kms de Nouakchott. A noter que les dernières mises en résidence surveillée en Mauritanie, remontent aux débuts des années 2000. Elles avaient visé à l'époque, des étudiants proches de l'UFD.

Le Front National pour la Défense de la Démocratie (FNDD), coordination de partis opposés au coup d'Etat du 6 août, avait exigé jeudi 21 août "la libération immédiate et inconditionnelle" de Yahya Ould Ahmed Waghf.

La police l'avait interpellé aux abords de Nouadhibou alors qu'il se rendait à un meeting, politique. M. Ould Waghf avait été interpellé une première fois le 6 août, au moment du coup d'Etat contre le président Sidi Ould Cheikh Abdallahi, puis libéré le 11 août et re-arrêté le 21 août.

L'ex-Premier ministre mauritanien en résidence surveillée dans son village natal

APA-Nouakchott (Mauritanie) L'ex-Premier ministre mauritanien, Yahya Ould Ahmed El Waghev, a été placé en résidence surveillée dans la localité d'Achram, au centre du pays, à 450 km au sud-est de la capitale, a appris APA de source sûre vendredi à Nouakchott.

M. Waghev « a été transféré dans la nuit de jeudi à vendredi vers la ville de Moudjeria, dans la même région, mais il a demandé à d'être conduit dans son village natal, Achram », a révélé à APA Mohamed Mahmoud Ould Dahmane, secrétaire général adjoint de l'ex parti au pouvoir ADIL, dirigé par l'ex premier ministre.

Une décision qui a été « énergiquement condamnée » par le Front national de défense de la démocratie, qui compte 6 partis politiques hostiles au coup d'Etat ayant renversé l'ex président mauritanien Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi.

« Cette mesure appartenant aux temps révolus constitue une nouvelle violation criante de la Constitution de la République islamique de Mauritanie et un autre piétinement de la légalité constitutionnelle dans le pays », a déclaré le Front dans un communiqué.

Il a rappelé qu'il considère toujours M. Waghev comme « premier ministre légitime désigné par le président élu » Ould Cheikh Abdallahi et réaffirmé la « poursuite de sa lutte pacifique jusqu'au retour à la légalité ».

Le Front a par ailleurs dénoncé la désignation par « le Conseil militaire illégitime » d'un nouveau président de la Haute autorité de la presse et de l'audiovisuel (HAPA), expliquant que la loi régissant cette instance fixe à 4 ans le mandat de son président.

Mohamed Heibetna Ould Sidi Heiba, ancien ministre et ambassadeur, avait été nommé jeudi président de la HAPA par décret signé par le président du Haut conseil d'Etat, au pouvoir à Nouakchott, le général Mohamed Ould Abdel Aziz.

Urgent : Le Premier ministre Ould Ahmed Waghf placé en résidence surveillée à Moudjeria

Le Front a considéré que la désignation du nouveau président de la HAPA intervient dans un contexte où les media publics « poursuivent des campagnes de désinformation de l'opinion publique et de censure de la voix des mauritaniens libres ».

Il a renouvelé son rejet du putsch et de toutes les mesures qu'il a impliquées.

Source : Tahalil Hebdo (Mauritanie)